



FORUM DES ORGANISATIONS DE SOLIDARITÉ
INTERNATIONALE ISSUES DES MIGRATIONS



ENQUÊTE

JEUNESSE ET MIGRATION :
QUELLE INSERTION
SOCIALE ET PROFESSIONNELLE ?

DÉCEMBRE 2014



DESCRIPTION DE L'ENQUÊTE

- » Dans une volonté de remettre la question de la jeunesse au cœur de son action et de la positionner en tant que force de proposition dans le débat public, le FORIM a relancé une dynamique jeunesse en son sein, depuis 2012. Celle-ci est incarnée, par une commission permanente composée d'une vingtaine d'associations de jeunes ainsi que d'Organisations de Solidarité Internationale issues de l'Immigration (OSIM) travaillant sur la thématique de la jeunesse.
- » Aussi, dans le contexte de crise économique mondiale qui a durement touché la France depuis 2008, la question de l'insertion des jeunes étant au cœur des préoccupations, la Commission Permanente Jeunesse du FORIM a souhaité engager ses premiers travaux sur la problématique de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes migrant(e)s et issu(e)s des migrations, qui rencontrent des difficultés spécifiques d'insertion et enregistrent, en conséquence, les plus forts taux de chômage. Ainsi, en 2013, a été initié un cycle de rencontres régionales pluri-acteurs sur le sujet, interrogeant les relations entre insertion, liens avec les origines, engagement associatif, éducation et formation, liens inter-générationnels, entrepreneuriat et dispositifs d'accompagnement.
- » A l'issue de ces rencontres, soucieux d'ouvrir cette réflexion à un plus large panel d'acteurs et actrices de la jeunesse, le FORIM a décidé de lancer une enquête avec pour objectif de mettre en lumière les perceptions des jeunes migrant(e)s et issu(e)s des migrations sur leurs propres parcours d'insertion, les leviers sur lesquels ils/elles s'appuient et les difficultés qu'ils/elles rencontrent. L'ambition est également d'apporter leurs propositions comme contributions au débat public.
- » Par conséquent, la présente enquête ne vise, en aucun cas, l'établissement d'un panorama national de la jeunesse migrante et issue des migrations en France. Elle aspire, en revanche, à offrir un espace d'expression aux jeunes qui y ont participé, leur permettant de faire entendre leurs voix sur des questions essentielles et urgentes, parties intégrantes de leur vie, de leur quotidien et de leur avenir.



Méthodologie de l'enquête

L'enquête repose sur un questionnaire de 59 questions fermées à choix multiples, à échelle et libres. Celui-ci a été élaboré sur la base d'un questionnaire semi-directif, reprenant le canevas de réflexion des rencontres régionales et testé auprès de 70 jeunes dans une première phase.

303 questionnaires ont été traités dans le cadre de cette enquête, dont la diffusion a été assurée via internet, à travers le réseau du FORIM, mais également grâce aux membres de la commission permanente qui sont allé(e)s sur le terrain, à la rencontre des jeunes dans les Missions locales, sur les lieux de formation ou dans les maisons de quartier. Le dépouillement des questionnaires et l'analyse des données se sont appuyés sur le logiciel Sphinx.

En outre, il faut également noter que l'enquête sera approfondie, dans un second temps, notamment par le biais d'entretiens semi-directifs et le croisement avec des données recueillies par les instituts de statistiques aux niveaux régional et national. L'étude complète sera publiée sur le site internet du FORIM (www.forim.net) courant 2015.



LE PROFIL DES JEUNES REpondant(E)s

- » L'enquête cible des jeunes, à la fois migrant(e)s ou issu(e)s des migrations, âgé(e)s entre 15 et 35 ans et habitant dans différentes régions de France: Rhône-Alpes, Ile de France, Midi-Pyrénées, Nord-Pas de Calais, Poitou-Charentes, Aquitaine et Picardie.
- » Sont défini(e)s comme « jeunes migrant(e)s » ou « première génération », les personnes entre 15 et 35 ans, nées à l'étranger, arrivées en France où elles sont aujourd'hui installées. Sont défini(e)s comme « jeunes issu(e)s des migrations » ou « deuxième et troisième génération », les personnes entre 15 et 35 ans dont les parents ou les grands-parents sont né(e)s à l'étranger et se sont installé(e)s en France.
- » Les hommes et les femmes y ont répondu de façon égale.
- » Pour ce qui concerne le statut professionnel, les sondé(e)s sont en majorité étudiant(e)s (48%), puis salarié(e)s (35,8%) et sans emploi ou à la recherche d'un emploi (16,2%). Le niveau d'études est en moyenne élevé : 32,4% ont un niveau bac+5 contre 15,2% qui ont un niveau bac+2. Les jeunes de niveau Bac+1 et Bac+3 représentent, quant à eux/elles, 36% des répondant(e)s. Le nombre est plus faible pour les personnes ayant un niveau Bac ou inférieur au Bac (autour de 8% chacun).
- » Enfin, il est également à noter que les sondé(e)s sont majoritairement engagé(e)s dans des espaces collectifs, notamment associatifs.
- » En ce qui concerne la/les nationalité(s), le profil des sondé(e)s est caractérisé par les données qui suivent : 39,6% ont la nationalité française, dont 15,5% sont binationaux, et 44,9% sont étrangers. 15,5% des répondant(e)s n'ont pas souhaité préciser leur nationalité.
- » Concernant la répartition entre migrant(e)s et issu(e)s des migrations, 39,3% sont des jeunes de 2^e ou 3^e génération et 60,6% sont de première génération.



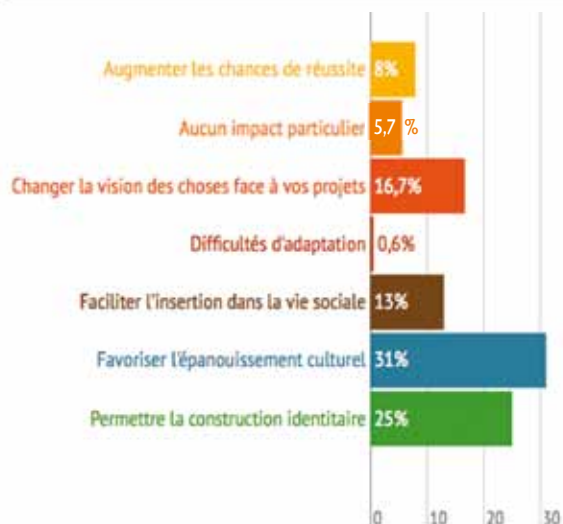
LES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUÊTE



Les leviers d'insertion sociale et professionnelle pour les jeunes

LE LIEN AVEC LE PAYS D'ORIGINE

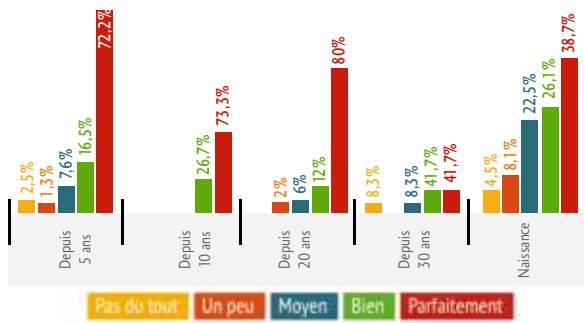
L'impact des origines sur vous



- » Bien que la connaissance des origines ne soit pas perçue comme un levier d'insertion sociale (seuls 13% des répondant(e)s) ou professionnelle (seuls 8% des répondant(e)s), les sondé(e)s estiment à 77% que leurs origines jouent un rôle que l'on peut juger positif pour eux, en tant qu'individu; et ce, en favorisant leur épanouissement culturel (31%) ou, dans une moindre mesure, en facilitant la construction identitaire (25%).

- » Il est à relever que 59,4% des sondé(e)s disent connaître parfaitement leurs origines ; 20,8% les connaissant très bien. Seuls 18,5% des répondant(e)s estiment connaître moyennement ou peu leurs origines. Le niveau de connaissance est, sans surprise, moindre pour les jeunes de 2^e génération que pour ceux de première génération. Le schéma ci-après montre, en effet, que quelle que soit la période d'arrivée en France, les jeunes de première génération possèdent une pleine connaissance de leurs origines.

Génération et connaissance des origines



Par ailleurs, la famille reste le lieu majeur de transmission des origines (96,4%), mettant en exergue l'importance du lien intergénérationnel et de la transmission au sein de la famille sur le plan du bien-être individuel.

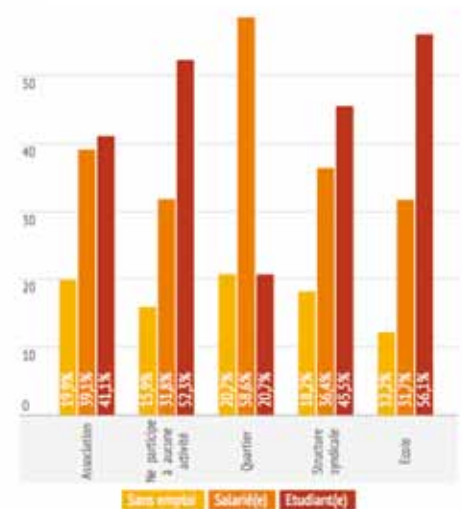
L'enquête a révélé que près de 75% de ceux/celles qui ont mené une activité en lien avec leur pays d'origine ou celui de leurs parents (qu'elle soit génératrice de revenus ou solidaire) estiment que cette activité les a aidé(e)s dans leur parcours d'insertion, en facilitant le partage et l'échange réciproque avec d'autres (44,8%) ou en donnant un sentiment de bien-être et d'émergence du savoir-faire (36,2%).

- Cela peut expliquer l'engouement des jeunes pour développer des activités en lien avec le pays d'origine : 82,6% répondent qu'ils souhaitent ou seraient prêt(e)s à s'engager dans une telle voie. Ceux/celles qui estiment, au contraire, que cette activité ne les a pas aidé(e)s dans leur parcours l'expliquent en raison d'un manque d'expérience.
- Notons par ailleurs que les plus actifs/ves, en lien avec leur pays d'origine, sont les jeunes récemment arrivé(e)s en France (moins de 5 ans) et ceux/celles de deuxième ou troisième génération.

L'ENGAGEMENT ASSOCIATIF

- De façon générale, l'engagement dans des espaces collectifs joue le même rôle que le lien avec le pays d'origine. Loin d'être perçu comme un lieu de valorisation des compétences (7%), cet engagement est quasi-exclusivement motivé par un désir de créer du lien social (partager, échanger). Les associations sont néanmoins également perçues comme des lieux d'apprentissages (27,7%).
- Les jeunes non engagé(e)s dans des espaces collectifs l'expliquent majoritairement par un manque de disponibilité (30%), par manque d'information (15,8%) ou de sollicitation (20,1% disent n'y avoir jamais pensé). En revanche, 28% des personnes non engagées estiment ne pas en éprouver le besoin ou n'y trouver aucun intérêt. Par ailleurs, pour les associations dans lesquelles sont engagé(e)s les enquêté(e)s (principalement humanitaires ou de solidarité), celles-ci sont des lieux d'information sur les dispositifs les plus connus. En revanche, cette affirmation ne se vérifie pas pour les dispositifs les moins communément connus. Dans ce cas, l'appartenance à une association ne semble pas avoir d'impact particulier.

Participation à des espaces collectifs et statut principal



- Les étudiant(e)s restent les plus actifs/ves dans les espaces collectifs quels qu'ils soient, à l'exception des associations de quartier pour lesquelles les salarié(e)s sont les plus engagé(e)s. Paradoxalement, le niveau de participation des personnes sans emploi restent bien en deçà de celui des deux autres catégories de jeunes. Ils/elles restent ainsi en marge d'espaces de création de liens sociaux et d'informations qui, pourtant, semblent utiles dans les démarches d'insertion professionnelle.

LA FORMATION

- La formation est reconnue comme facilitant l'insertion sociale et professionnelle (59%). Seulement, ceci n'est pas reconnu comme sa première fonction. En effet, 76% des sondé(e)s estiment que la formation/l'école a pour rôle premier de transmettre des connaissances. Seuls 13% estiment que le lieu d'apprentissage est également un lieu de construction de l'identité sociale.

Les difficultés

Les principales difficultés à l'insertion citées par les jeunes, toutes catégories confondues, sont les suivantes :

» **LORSQUE L'ON RAPPORTE CE RÉSULTAT À LA GÉNÉRATION,** on remarque que pour les jeunes récemment arrivé(e)s en France, ainsi que pour la deuxième génération⁽¹⁾, les difficultés les plus notables sont les discriminations, l'accès au logement, trouver un emploi ou un stage et l'accès aux démarches administratives. Pour ceux/celles de première génération et présent(e)s en France depuis au moins 10 ans, les difficultés les plus importantes sont liées aux démarches administratives et à l'obtention d'un emploi ou d'un stage. Les deuxième et troisième générations citent également la complexité des démarches administratives comme une difficulté à l'insertion.

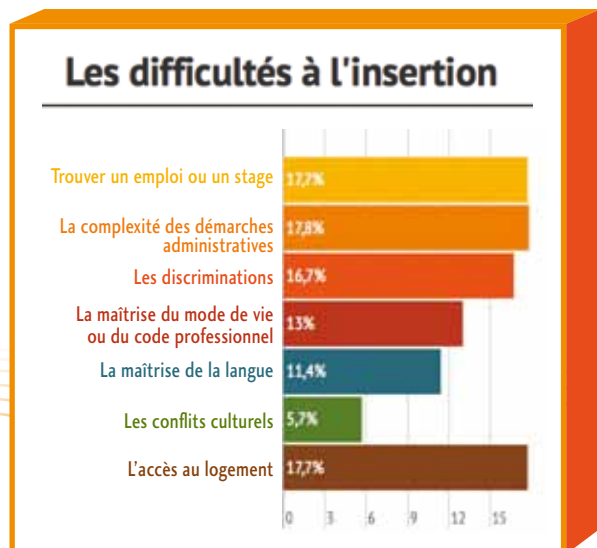
» Sur la totalité, les discriminations et l'accès au logement sont les difficultés les plus saillantes.

» Lorsque l'on rapporte ce résultat à la nationalité, on remarque que, à la fois pour les binationaux et ceux/celles de nationalité étrangère, les difficultés à l'insertion sont les mêmes : trouver un emploi ou un stage, l'accès aux démarches administratives et les discriminations. Le sentiment de discrimination est légèrement plus faible pour les jeunes ayant exclusivement la nationalité française.

» Notons, par ailleurs, que le statut professionnel des jeunes n'implique pas de différence majeure dans la perception des difficultés à l'insertion sociale et professionnelle.

» Enfin, on peut également souligner que les jeunes, qui estiment que leurs origines ont joué un rôle négatif dans leur parcours d'insertion, considèrent à 60% que cela se traduit principalement par une difficulté d'accès à des entretiens d'embauche et à 28,6% par des difficultés d'évolution professionnelle. Bien que cela reste lié à un sentiment de discrimination, ils/elles ne sont que 4,3% à le nommer en tant que tel.

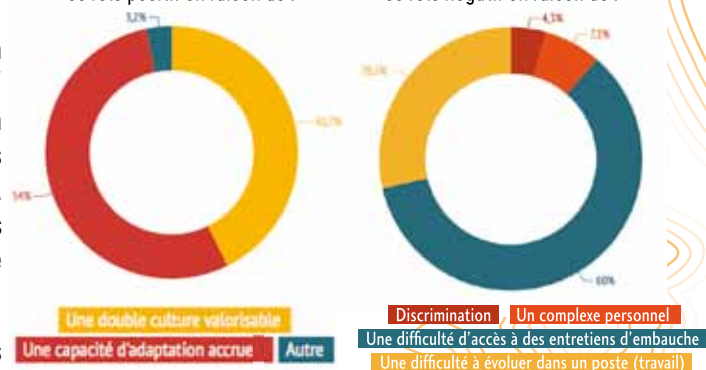
(1) Pour plusieurs résultats, on peut noter des similitudes entre jeunes de 2^e génération et jeunes récemment arrivé(e)s en France



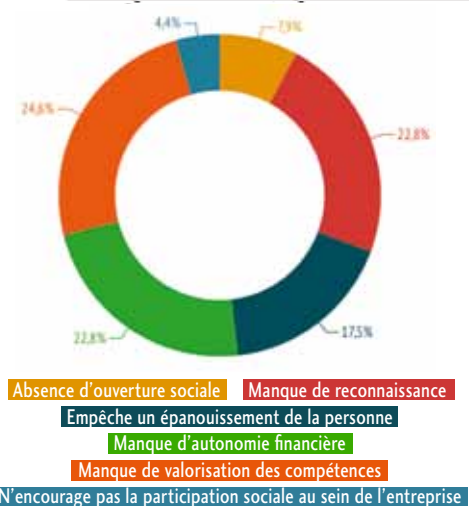
Quel est le rôle des origines sur le parcours d'insertion ?

53,5% des enquêté(e)s estiment ce rôle positif en raison de :

31,3% des enquêté(e)s estiment ce rôle négatif en raison de :



En quoi l'emploi ne correspond-il pas aux compétences/qualifications ?



LES DISTORSIONS PERÇUES ENTRE EMPLOI ET COMPÉTENCES/QUALIFICATIONS

» Si 53% des sondé(e)s estiment que leur emploi correspond à leurs compétences et qualifications, pour les 45 autres pourcents le tableau est plus sombre : pour moitié d'entre eux, leur emploi ne correspond que partiellement à leurs qualifications, et pour l'autre moitié, il n'y correspond pas du tout. Les proportions sont à peu près les mêmes lorsque l'on pose la question de la correspondance entre emploi et attentes.

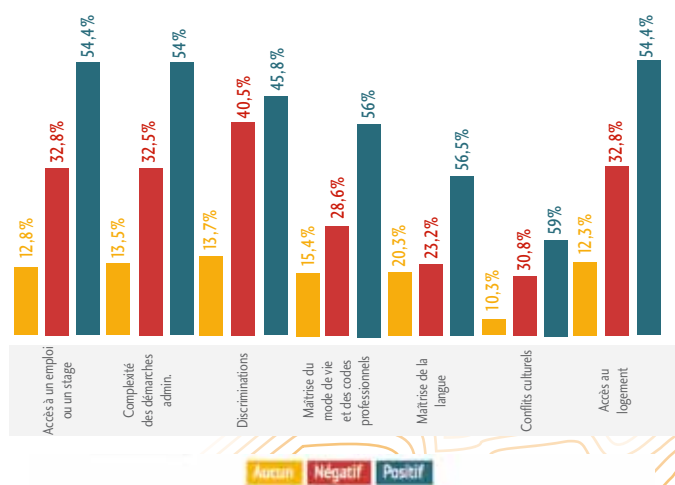
» Dans ce cadre, trois difficultés se dégagent : le manque de valorisation des compétences, le manque de reconnaissance, le niveau de salaire.

LA PERCEPTION DES ORIGINES PAR L'ENVIRONNEMENT

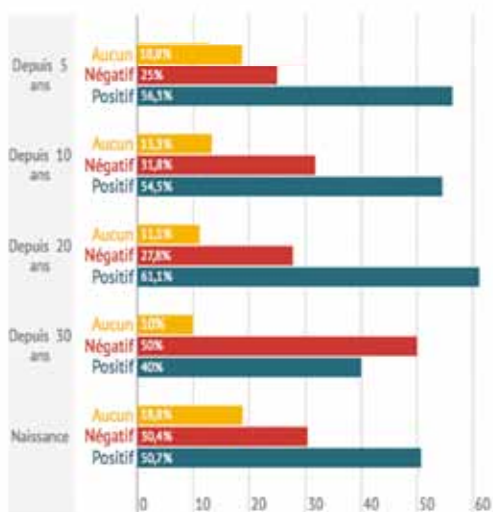
- Si le rôle des origines est très majoritairement perçu comme très positif lorsqu'il concerne l'individu, la réponse est bien plus nuancée lorsqu'on le rapporte au parcours d'insertion : 31,3% des personnes interrogées estiment que ce rôle devient alors négatif.
- L'enquête montre également (graphique ci-après) que pour ceux/celles qui estiment que leurs origines ont joué un rôle négatif dans leur parcours, les difficultés majeures sont les discriminations, l'accès au logement et trouver un emploi ou stage (liés aux discriminations).
- Pour ceux/celles qui estiment que le rôle des origines est positif, les difficultés majeures sont la maîtrise des codes de vie et des codes professionnels, trouver un emploi ou stage et l'accès au logement. Ceux/celles-ci justifient le rôle positif de leurs origines par une capacité d'adaptation accrue (54%) ou une double culture valorisable (42,7%) (c.f. graphique page 5).
- On peut également noter que seul(e)s les sondé(e)s étant arrivé(e)s très jeunes en France et y vivant depuis très longtemps (30 ans) estiment majoritairement que le rôle des origines est négatif sur leur parcours d'insertion.



Les difficultés à l'insertion et le rôle des origines



La perception des origines selon la première et la deuxième génération



LE MANQUE DE CONNAISSANCE DES DISPOSITIFS D'ACCOMPAGNEMENT

- Sur les neuf dispositifs présentés, la plupart des sondé(e)s ont répondu qu'ils/elles ne les connaissent pas (65,6%) contre seulement 30,6% qui les connaissent.
- Les allocations logement, les stages pratiques et les bourses sociales sont les plus connus (respectivement 63,7%, 44,2% et 31,7%). Le service civique et le RSA Jeunes sont plus ou moins connus. Par contre, les autres dispositifs sont peu ou pas du tout connus : fonds d'aide aux jeunes, les allocations sociales d'initiative à l'emploi, contrat d'insertion dans la vie sociale, contrat d'initiative à l'emploi, contrat d'accompagnement d'aide à l'emploi ou ateliers de travail.

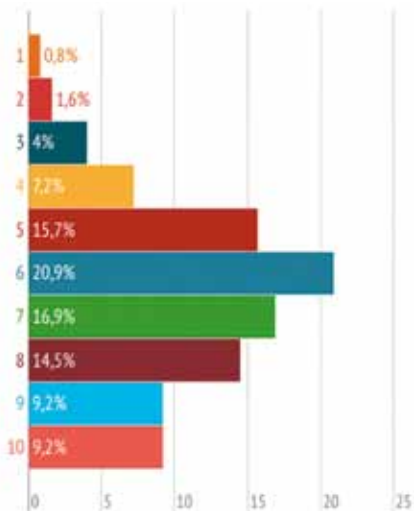
» En revanche, il faut également noter que, quand les dispositifs sont connus, ils sont jugés plutôt positivement et obtiennent une moyenne pondérée de 6,6/10.



Par exemple, concernant les trois dispositifs les moins connus :

- les allocations sociales d'initiative au travail : 62,8% des personnes interrogées ne les connaissent pas contre 8,3% qui les connaissent ;
- les contrats d'insertion dans la vie sociale : 55,4% contre le 7,3% ;
- les fonds d'aide aux jeunes : 53,8% contre 17,2%.

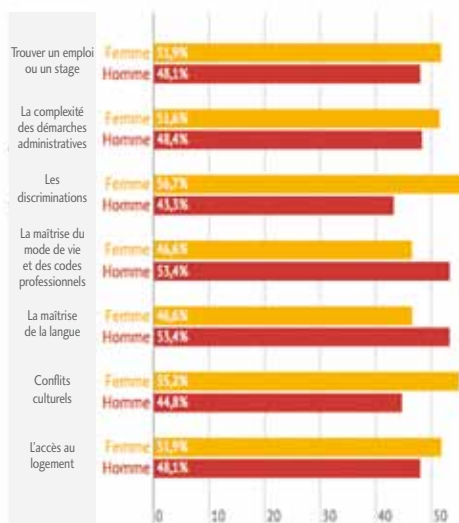
Opinion des jeunes sur les dispositifs qu'ils/elles connaissent (notée de 1 à 10)



LE GENRE

» L'enquête montre également que les jeunes femmes ont le sentiment général de rencontrer plus de difficultés que les jeunes hommes. Le rôle des origines est alors perçu plus négativement, en particulier en lien avec les discriminations.

Difficultés à l'insertion selon le sexe



CONCLUSIONS PRINCIPALES

Le lien aux origines est continu et fort : la plupart des jeunes ont une connaissance très forte de leurs origines et le lieu majeur de transmission est la famille. Le lien avec les origines est considéré comme une force pour l'individu. La conduite d'activités en lien avec le pays d'origine se positionne, quant à elle, comme un atout pour l'insertion. En revanche, de façon générale, l'impact des origines est perçu comme moins positif lorsqu'il s'inscrit dans une démarche d'insertion sociale ou professionnelle.

L'engagement associatif : le milieu associatif est avant tout un lieu de construction de liens sociaux et n'est pas envisagé, en tout cas dans un premier temps, comme un espace de développement des compétences. Les espaces collectifs dans lesquels s'engagent les jeunes sont, par ailleurs, des lieux d'accès à l'information pour

les dispositifs d'accompagnement les plus connus. Leur rôle est moins clair pour les dispositifs plus « confidentiels ».

Des dispositifs jugés pertinents mais trop peu connus : L'enquête montre que la majorité des dispositifs sont peu connus. En revanche, lorsqu'ils le sont, ils sont jugés plutôt positivement. Par conséquent, la difficulté relève bien plus du manque de communication et de diffusion de l'information autour de ces dispositifs que de leur pertinence ; et ce, bien que des améliorations soient proposées.

Les difficultés à l'insertion : les discriminations, la complexité des démarches administratives et l'accès au logement sont les difficultés majeures pour les jeunes ; en particulier pour les femmes.



Les recommandations des jeunes



L'ENQUÊTE A PERMIS DE FAIRE ÉMERGER DES CENTAINES DE PROPOSITIONS POUR AMÉLIORER L'ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES EN VUE D'UNE MEILLEURE INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE. NOUS LES AVONS REGROUPEES EN SIX RECOMMANDATIONS MAJEURES, CI-DESSOUS :

- Etre à l'écoute des jeunes : l'importance de la communication et du suivi individualisé ;
- Promouvoir l'égalité des chances et des compétences ;
- Encourager les campagnes de sensibilisation sur la question de la migration ;
- Rendre les informations plus accessibles à travers une meilleure diffusion ;
- Valoriser la diversité culturelle et la double culture ;
- Insister sur l'importance de la mémoire et de l'histoire collective.

LE FORIM TIENT À REMERCIER TOUS/TES CELLES ET CEUX QUI ONT PARTICIPÉ À LA CONSTRUCTION ET À L'ANALYSE DE CETTE ENQUÊTE :

Les jeunes femmes et hommes enquêté(e)s qui ont bien voulu participer à ce travail ;

Le Professeur Charles Kabeya, Maître de Conférences,
Docteur en sciences sociales à l'Université de Lyon, qui a accompagné les travaux dès leur démarrage ;

Madame Prusca Isungu, Etudiante à l'Institut des Droits de l'Homme de Lyon, et Madame Sofia Dagna,
Etudiante à la Sorbonne Nouvelle Paris III, qui ont largement concouru à l'élaboration du
questionnaire d'enquête, au traitement et à l'analyse des données ;

Les membres de la Commission Permanente Jeunesse, notamment ceux/celles en charge
de la documentation, ainsi que les membres qui ont facilité la récolte des données sur le terrain :
ACI, AJBE, AJGF, CAGEF, COSIM Rhône-Alpes ;

Le GRDR pour la mutualisation des moyens dans le cadre la conduite
de nos enquêtes respectives ciblant toutes deux la jeunesse migrante et issue des migrations.

Mme Tiguida CAMARA, Chargée de Mission du FORIM,
pour la coordination des travaux relatifs à cette enquête.

RÉALISÉ AVEC LE SOUTIEN DE :



FORUM DES ORGANISATIONS DE SOLIDARITÉ
INTERNATIONALE ISSUES DES MIGRATIONS

● 14, PASSAGE DUBAIL ● 75010 PARIS

● 01 44 72 02 88 / 01 46 07 61 80

● www.forim.net ● forim@forim.net ● www.facebook.com/FORIM